Justice de classe au Venezuela – Solidarité avec Stalin Pérez Borges et les travailleurs de Fundimeca !

dimanche 7 septembre 2008, par LCR (France) (Date de rédaction antérieure : 28 septembre 2008).

Les événements des dernières semaines à Valencia (État de Carabobo, Venezuela) confirment la nécessité de soutenir avec force le mouvement ouvrier et révolutionnaire vénézuélien. C'est ce que démontre la répression des travailleurs de l'entreprise Fundimeca, qui sont mobilisés afin de faire respecter les lois démocratiques de la Constitution bolivarienne.

Alors que le patron de cette entreprise d'assemblage s'est opposé à l'application des mesures (fixées par l'inspection du travail) de réintégration d'ouvriers licenciés illégalement, et qu'une dirigeante syndicale de l'entreprise a été blessée par balles devant les portes de l'usine, ce sont les ouvriers et les syndicalistes, venus soutenir ces salariés, qui sont poursuivis par la justice comme s'ils étaient des délinquants ! Parmi eux, se trouvent Stalin Pérez Borges, dirigeant national de l'Union nationale des travailleurs (UNT) et membre de l'organisation Marea socialista, ainsi que deux coordinateurs régionaux de l'UNT et dix-huit ouvriers et ouvrières.

Cette criminalisation des luttes syndicales est destinée à faire taire ceux qui luttent pour l'approfondissement des conquêtes du processus bolivarien. Une campagne de solidarité internationale a été initiée par Marea socialista et l'UNT, afin de dénoncer cette contre-offensive patronale relayée par un appareil judiciaire réactionnaire qui reste à transformer radicalement (des messages de solidarité peuvent être envoyés à : solidaridadfundimeca gmail.com).

* *Paru dans Rouge n° 2264, 04/09/2008 (Au jour le jour).*

Venezuela : Solidarité avec Stalin Pérez Borges et les travailleurs de Fundimeca !

LCR

Les évènements des dernières semaines à Valencia (Etat de Carabobo) confirment la nécessité de soutenir avec force le mouvement ouvrier et révolutionnaire venezuelien. C'est ce que démontre la répression des travailleurs de l'entreprise Fundimeca, qui sont mobilisés afin de faire respecter les lois démocratiques de la constitution bolivarienne. Alors que le patron de cette entreprise d'assemblage d'électrodomestique s'est opposé à l'application des mesures (fixées par l'inspection du travail) de réintégration d'ouvriers licenciés et qu'une dirigeante syndicale de l'entreprise a été bléssée par balles devant les portes de l'usine, ce sont les ouvriers et les syndicalistes, venus soutenir ces salariés, qui sont poursuivis par la justice et menacés d'emprisonnement comme s'ils étaient des délinquants ! Parmi eux se trouvent Stalin Pérez Borges, dirigeant national de l'Union nationale des travailleurs (UNT) et membre de l'organisation Marea socialista, ainsi que deux coordinateurs régionaux de l'UNT et 18 ouvriers et ouvriéres.

La LCR se joint à la campagne de solidarité internationale initiée par Marea Socialista et la UNT afin de dénoncer cette contre-offensive patronale, relayée par un appareil judiciaire réactionnaire qui reste à transformer radicalement. Nous dénonçons avec force cette criminalisation des luttes ouvrières destinée à faire taire ceux qui luttent pour l'approfondissement des conquêtes du processus bolivarien et pour le respect des droits des travailleurs au Venezuela.

Paris, 28 août 2008.